

Olivier Corpet

# Pourquoi et comment

Le Lieu de l'archive

---

Institut Mémoires de l'édition contemporaine



## « Le Lieu de l'archive »

Qu'est-ce qu'un lieu ? C'est d'abord la *relation* entre un espace et une fonction. Et qu'est-ce que l'archive ? C'est ce qui reste, dira-t-on, mais c'est aussi, dit l'étymologie, ce qui commence. « Le Lieu de l'archive » se propose d'explorer, en compagnie d'écrivains, de chercheurs ou d'artistes, différentes configurations de cette relation à l'archive : comment envisager le passé de son propre travail ? quelle en est la matière, quels en sont les objets ? quelle est la part de l'effacement et de la destruction ? comment commencer avec ce qui reste ? « Le Lieu de l'archive » que nous instaurons ici dépasse la question institutionnelle et administrative, il est propre à chacun mais il éclaire une idée générale, il s'appuie sur l'excès ou l'absence, il porte la marque du biographique, il permet, à travers des objets très concrets, de parler du savoir, du temps et de la mort, de la disparition et de l'invention. Quelque chose a eu *lieu* qui vient s'inscrire, avec toute la force de sa présence, dans l'ordre de la pensée.

Nathalie Léger

« Le Lieu de l'archive »  
Collection dirigée par Nathalie Léger

Olivier Corpet

# Pourquoi et comment

j'ai créé, puis dirigé l'IMEC  
pendant 25 années  
de 1988 à 2013

© Olivier Corpet

© Institut Mémoires de l'édition contemporaine,  
2014 pour la présente édition.

*Publication hors commerce*

Le Lieu de l'archive  
Institut Mémoires de l'édition contemporaine

## Préface

### L'IMEC, cas personnel

Qu'on me permette, au moment d'introduire ce très beau texte d'Olivier Corpet, un peu de lyrisme, et l'évocation de ce mot de Mallarmé sur Rimbaud : « Le cas personnel demeure, avec force. » C'est ce qui, à la première lecture de cette rétrospection à la fois intime et publique, m'est immédiatement venu à l'esprit. On y saisit une chose : toute la nécessité comme tout l'improbable d'une entreprise comme l'IMEC à ses débuts tient dans la réunion d'un projet intellectuel, d'un besoin institutionnel et d'un destin personnel.

Président de l'IMEC depuis peu, mais connaissant l'Institut depuis longtemps – au moment de l'arrivée des archives d'Hachette en 1995, mais aussi, précédemment,

lors de mes recherches liées à ma collection personnelle de manuscrits qui me firent rencontrer Jean-Pierre Dauphin, Pascal Fouché et Albert Dichy à la Bibliothèque de littérature française contemporaine – je me contenterai ici de renouveler l'expression de mon admiration à Olivier Corpet, admiration redoublée à la lecture de cet opus qui permet de prendre la mesure de l'aventure.

Son récit retrace le foisonnement intellectuel lié à une époque, à une personne et à un projet. J'y ajouterai une chose très simple : la modestie empêche vraisemblablement son auteur d'écrire à quel point cette œuvre qu'est devenue l'IMEC est celle d'un bâtisseur. Il peut la contempler avec fierté, et sans doute quelque vertige après coup !

Je forme le souhait que nous puissions lui conserver – avec le concours de Nathalie Léger, nouvelle directrice générale de l'IMEC –, son originalité comme sa nécessité, mais aussi cette dimension affective et ambitieuse, indispensable au maintien d'une identité fondatrice. L'énergie, la vision et l'audace d'Olivier Corpet, le sociologue devenu entrepreneur, resteront la part intime, constitutive – en un mot, personnelle – de cette belle institution. En cela, je l'admire, et de cela, je le remercie.

Pierre Leroy  
Président de l'IMEC

*Le texte qui suit tente de couvrir l'ensemble des questions liées à l'existence de l'IMEC, de façon personnelle et subjective. Je suis parti pour cela, comme souvent dans cette collection, de questions posées par Nathalie Léger et Albert Dichy. Ces questions, avec leur accord, ont été gommées dans la dernière version du texte pour ne garder qu'un texte d'ensemble unifié. Le lecteur ne trouvera donc pas là un texte formel, mais au contraire un texte spontané, à vif, écrit en quelque sorte au fil de la plume, sans plan préalable, dont j'assume seul les insuffisances et les manques. Un texte qui n'a d'autre ambition que de faire apparaître et comprendre – y compris à mes propres yeux – ce qui m'a fait courir pendant vingt-cinq ans pour pouvoir in fine affirmer combien l'Archive est essentielle à l'homme moderne à la fois comme marqueur de sa propre existence singulière et comme enjeu de son devenir anthropologique et social.*

O. C.

## Un vrai-faux souvenir

Ma première rencontre avec l'archive repose sur un faux souvenir qui m'a profondément marqué. Faux souvenir, ou plus exactement souvenir recomposé, dont j'ai pu vérifier depuis qu'il n'était pas fondé. Un souvenir imaginaire ou rêvé, si l'on veut : celui d'avoir dans mon enfance dessiné sur des partitions originales du compositeur Emmanuel Chabrier. Ce souvenir, je l'ai gardé avec moi pendant très longtemps, sans culpabilité particulière, je dois l'avouer. Il faut dire que ce souvenir était très « documenté » : je voyais très bien le placard de la chambre de mon arrière-grand-mère où j'étais censé avoir trouvé ces partitions. De plus, mon arrière-grand-père, le critique musical Robert Brussel, fut un ami très proche

du compositeur. À cela s'ajoutait que mon grand-père maternel, chez qui avait eu lieu ce prétendu forfait, avait alors son cabinet médical dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement, précisément square Emmanuel-Chabrier, où j'allais souvent le retrouver. Je m'explique mieux dans ces conditions comment ce souvenir imaginaire a pu se former et ensuite prospérer. En revanche, je ne me souviens d'aucune punition ni remontrance qui ait suivi ce forfait – ce qui aurait dû me mettre la puce à l'oreille à propos de sa vraisemblance, tant il est vrai que cet arrière-grand-père – que je n'ai pas connu, lui, car il est mort brutalement en 1940, juste avant le déclenchement des hostilités – était l'objet d'un véritable culte familial, chacun vantant sa gentillesse foncière, sa grande culture et son rôle important dans la vie musicale et culturelle française et surtout dans notre vie familiale. Mon premier rapport avec l'archive a ainsi été un rapport imaginaire et sacrilège...

Depuis, bien sûr, j'ai appris pas mal de choses sur les archives en général et sur mon arrière-grand-père en particulier, désormais personnage-clé dans mon imaginaire personnel. À la mort de mes grands-

parents, j'ai donc hérité quasi naturellement, étant le seul à m'intéresser vraiment à ces vieux papiers (l'IMEC venait tout juste d'être créé) des « archives » restantes de ce fameux arrière-grand-père. Bien sûr je n'y ai trouvé aucune partition de Chabrier rehaussée, si je puis dire, de mes dessins enfantins. En revanche, j'ai retrouvé dans le fonds d'archives très lacunaire demeuré dans la famille – l'essentiel de sa bibliothèque et de ses correspondances ayant été vendu après sa mort, semble-t-il, sans que j'aie encore pu retrouver la trace de cette vente (encore ai-je pu récupérer, au gré de reventes chez des marchands d'autographes, des copies de lettres reçues de Claude Debussy ou de Gabriel Fauré, mais je n'ai jamais réussi à remettre la main sur sa bibliothèque musicale, de toute évidence et selon certains témoignages extrêmement riche et volumineuse), – j'ai tout de même retrouvé quelques documents personnels fort intéressants. Un texte, en particulier, retraçait sa carrière en soulignant qu'il avait créé en 1922 – avec le soutien actif de la comtesse Greffulhe (laquelle servit en partie à Proust de modèle pour dresser le portrait de la duchesse de Guermantes) – l'Association française d'expansion et d'échanges



artistiques, ancêtre de ce qui fut ensuite l'AFAA, aujourd'hui nommé l'Institut français. Il en assura la direction générale jusqu'en 1937 et a ainsi pu, précise ce texte, « doter la France d'archives qui comptent actuellement 450 000 fiches et 150 000 dossiers d'analyses de presse, archives qui font l'admiration de toutes les personnes appelées à y faire des recherches ».

Aujourd'hui, ce fonds documentaire est conservé à la BNF au département de la Musique, sous le titre de fonds Montpensier, du nom de la rue où était installé le bureau de Robert Brussel, au secrétariat d'État aux Beaux-arts où il était également, depuis 1918, chef du service d'action artistique. Il est plaisant pour moi de constater une certaine continuité familiale dans cette préoccupation archivistique...

Au-delà de ce souvenir fantasmé, j'ai au moins deux autres souvenirs, très concrets ceux-là, qui m'ont également marqué et ont incontestablement joué un rôle dans la conception initiale de l'IMEC.

Il s'agit d'abord de la revue *Arguments*, dont j'ai entrepris en 1983 la réédition intégrale aux éditions Privat à Toulouse, où elle parut dans une collection intitulée « Réflexion faite », dont j'assurais la direction éditoriale et où seulement quelques titres ont été publiés. À ce moment-là, j'ai pu constater que les archives de la revue étaient très dispersées et qu'il fallait croiser les archives de chacun de ses responsables pour réunir un ensemble de documents et de correspondances formant ce qu'on peut nommer « les archives de la revue *Arguments* ». L'essentiel de celles-ci se retrouvait *de facto* entre les mains de ses « capitaines », Jean Duvignaud, Edgar Morin et Kostas Axelos, sans compter celles, surtout administratives, liées à la production de la revue et conservées chez son éditeur, en l'occurrence les Éditions de Minuit. Cela tient à la modalité bien particulière de production de ce type de revue relativement éphémère. Il en va tout autrement avec des revues beaucoup plus instituées où les archives sont à peu près constituées comme telles (je pense aux archives de revues comme *Esprit* ou *La Revue des deux mondes*, qui figurent dans le catalogue des archives de l'IMEC). J'ai donc vu très concrètement, dans le cas d'*Arguments*, le lent et long

travail de réunion qu'il faudrait faire pour rassembler les traces de cette aventure revuiste si exceptionnelle. Voilà pourquoi je ne désespère toujours pas de retrouver un jour, chez l'un ou l'autre, la seconde partie du fichier manuel des abonnés de la revue, Edgar Morin n'ayant conservé et retrouvé dans sa cave que la partie du fichier de A à H. Il s'agit d'une archive précieuse pour qui souhaiterait reconstituer la diffusion de la revue et comprendre pourquoi elle a été si influente à son époque en reconfigurant le réseau de ses lecteurs fidèles.

L'autre souvenir, plus pénible celui-là, est lié à la bibliothèque du Centre européen de sociologie historique, fondé et dirigé par Raymond Aron et auquel j'ai appartenu lors de mes premières années au CNRS. En 1984, au lendemain de la mort de Raymond Aron, on nous a invités à prendre dans la bibliothèque du Centre les ouvrages qui nous intéressaient avant qu'un marchand d'occasions ne vienne embarquer ce qu'il en reste. Il ne s'agissait pas de la bibliothèque personnelle de Raymond Aron, mais de celle, professionnelle, du centre de recherches important qu'il avait créé – qui plus est un fonds

documentaire acquis avec des deniers publics. Le voir ainsi éparpillé, je l'avoue, m'a profondément heurté. De cette expérience traumatisante vient sans doute mon intérêt pour les bibliothèques constituées par un collectionneur, un chercheur ou une institution autour d'un thème ou suivant une certaine logique. À cela je peux ajouter que je travaillais alors à la Maison des sciences de l'homme (MSH, Paris) et que des rumeurs insistantes disaient que des ouvrages de la bibliothèque de Georges Gurvitch se trouvaient encore dans des cartons plus ou moins bien installés dans les réserves de la bibliothèque, à portée de mains indécates. Et cela se passait dans l'un des hauts lieux de la recherche en sciences sociales en France – *No comment*.

## Des revues aux archives

Je suis entré dans le monde des revues grâce à une librairie fameuse, *La Joie de lire* de François Maspero, où j'ai découvert au sous-sol, je crois, au milieu d'un invraisemblable et fascinant achalandage de revues en tous genres, sous une couverture austère rouge et blanche, la revue *Autogestion*. Nous étions au tout début des années 1970, en 1972 me semble-t-il, c'est-à-dire à un moment de multiplication incroyable des publications d'extrême gauche, dans le plus beau salmigondis de pensées staliniennes, si ce n'est stalinoïdes, qu'elles soient d'inspiration maoïste ou bolchevique. Je me souviens avoir lu sur place avec passion le ou les numéros alors présent(s), que j'ai aussitôt acheté(s), et puis, très vite, tous les numéros disponibles.

La revue (trimestrielle) était alors publiée aux éditions Anthropos, créées au milieu des années 1960 par Serge Jonas – qui vient de mourir, voici quelques mois –, et Jean Pronteau, venu du PCF et futur « dignitaire » du Parti socialiste. Elle figurait au catalogue de cette maison depuis sa fondation en 1966 à l'initiative du grand sociologue, fort oublié aujourd'hui, Georges Gurvitch. *Autogestion* côtoyait les autres revues de la maison, qui toutes ont joué un rôle essentiel dans la vie intellectuelle de ces années : en premier lieu, *L'Homme et la société*, bastion avancé de la lutte contre l'althussérisme et le structuralisme alors dominants, avec, aux commandes intellectuelles, Henri Lefebvre, Pierre Naville, Joseph Gabel, ou Daniel Guérin ; ensuite la revue *Utopie*, animée principalement par un élève de Lefebvre, Jean Baudrillard. Enfin, *Espaces et sociétés*, sur laquelle planait également l'ombre d'Henri Lefebvre. Ce dernier était alors la référence majeure de tous ces intellectuels, chacun d'entre eux étant un peu un « exclu de la horde », suivant la juste expression de Georges Gurvitch. Je trouvais donc là des personnalités qui, toutes et chacune à sa manière, incarnaient à mes yeux quelque chose combinant à la fois

la lucidité intellectuelle et l'engagement dans des pratiques sociales et politiques conformes aux idéaux de mai 68, en opposition avec les certitudes idéologiques affichées par la plus grande partie des intellectuels de gauche et marxistes.

Il y avait là tout un milieu intellectuel qui m'apportait beaucoup, même si je n'étais pas dupe de ses propres illusions et pensées bancales. En fait, dès ma découverte de la revue *Autogestion*, je contactai son principal animateur, Yvon Bourdet, un ancien de *Socialisme ou barbarie*, connu pour ses travaux sur l'austromarxisme. Il était alors entouré d'un comité de rédaction où figuraient des penseurs aussi différents qu'Henri Lefebvre, Daniel Guérin ou Jean Duvignaud, mais aussi des atypiques tels que Henri Desroche et Albert Meister, spécialistes des communautés de travail et du mouvement coopératif, ou bien un certain Jean Bancal, poète spécialiste de Proudhon, ou encore René Lourau, un des théoriciens avec Georges Lapassade de l'analyse institutionnelle, alors en pointe dans l'univers contestataire de l'Université et des institutions de formation. Là encore, un véritable melting-pot de personnalités très indépendantes les unes

des autres, toutes trouvant dans le terme « auto-gestion » une modalité et une problématique de critique de la société dominante, en même temps que l'horizon d'une « utopie concrète », comme on aimait à le dire alors.

Disons que pour moi, qui avais été le premier délégué syndical CFDT au siège du groupe Peñarroya – Le Nickel (un des fleurons industriels du groupe Rothschild) au sein duquel je travaillais comme économiste spécialiste de l'économie des métaux non ferreux – après des études à la toute nouvelle université Paris-Dauphine et une maîtrise d'« économie et gestion » – je trouvais là un lieu d'accueil et d'échange extrêmement ouvert et pluriel, idéal. Aussitôt, je fus associé par Yvon Bourdet à la gestion de la revue sous tous ses aspects, avec, comme on pouvait s'y attendre, une question lancinante liée au titre même de la publication qui correspondait tout à fait aux velléités de certains membres du comité de rédaction et qui peut se formuler ainsi : ne devrait-on pas autogérer une revue sur l'autogestion ? C'était bien le moins en effet, idéologiquement parlant.

N'empêche, faute de bonnes volontés en nombre suffisant, nous autogérions la revue à quelques-uns seulement : Yvon Bourdet, Joseph Fisera, un émigré tchèque, membre du CNRS et spécialiste de l'expérience des conseils ouvriers en Tchécoslovaquie en 1956, et Jacqueline Pluet qui s'occupait à la bibliothèque de la Maison des sciences de l'homme d'un fonds de documentation sur l'autogestion, qui allait vite devenir sur cette question une référence universitaire essentielle. Je m'impliquais alors fortement dans la fabrique même de la revue, au sein de ce noyau lui aussi très actif. De 1973 aux années 1980, j'ai pris en charge une part grandissante de fonctions qui permettaient à la revue de fonctionner et de sortir chaque numéro aussi régulièrement que possible. Et ce jusqu'en 1979, lorsque les éditions Anthropos, alors en difficulté économique, ont accepté de nous laisser publier la revue nous-mêmes, d'abord dans le cadre de la MSH et ensuite chez un éditeur régional important, les éditions Privat à Toulouse. Nous l'avons donc relancée en 1980 chez ce nouvel éditeur, sous le titre d'*Autogestions*, au pluriel, pour bien souligner la pluralité des conceptions et des engagements qui étaient alors les nôtres.

J'en assumais alors les fonctions de directeur et j'ai conduit la revue jusqu'en 1986, moment où nous avons décidé d'arrêter sa publication, faute d'énergie suffisante ; une énergie qui, je dois le mentionner ici, s'était déjà largement épuisée dans des conflits internes qui nous ont contraints à exclure du comité de rédaction en 1983 plusieurs membres appartenant à la mouvance « institutionnaliste », dont René Lourau. Nous n'avions guère d'envie d'aller plus loin et nous étions surtout las de devoir courir après les récupérations idéologiques, jusque par le PCF, du mot lui-même. Nous décidâmes alors de préparer un ultime numéro à paraître en 1986, à l'occasion des vingt ans de la revue. Je commençai à réunir des textes, mais, pour des raisons personnelles et professionnelles, ce dernier numéro ne fut jamais ni bouclé ni publié. Il est resté à l'état d'archive. Je m'en veux encore aujourd'hui de n'avoir pas fait tout ce qu'il fallait pour le sortir et ainsi tirer notre révérence autrement que par ce retrait en douceur, sans panache ni gloire.

Voici, résumée à grands traits, ce que fut ma première expérience revuiste, qui m'a conduit à réfléchir

au phénomène général des revues et m'a permis ensuite, dès 1985, de créer à la MSH un groupe de recherches sur les revues. Puis en 1986, à la suite d'un rapport sur la politique des revues, rédigé à la demande du directeur du Livre, Jean Gattégno, j'ai créé avec quelques amis, revuistes patentés, l'association Ent'revues qui existe encore aujourd'hui, et où l'essentiel des tâches d'animation du réseau des revues (et en particulier, chaque année à l'automne, l'organisation à Paris du Salon de la revue) est assuré depuis plusieurs années par un ancien libraire – et ami, André Chabin. J'ai, jusqu'à ce jour, conservé le poste de directeur de *La Revue des revues* (semestrielle, publiée par Ent'revues), qui est la seule revue de ce genre au monde, uniquement consacrée à l'histoire et à l'actualité des revues.

C'est à partir du groupe de recherches sur les revues et d'Ent'revues, tous deux domiciliés à leurs débuts à la Maison des sciences de l'homme, que j'ai pu avancer l'idée de la création de l'IMEC, avec Jean-Pierre Dauphin et Pascal Fouché, qui avaient créé quelques années plus tôt à Jussieu (université Paris VII) une structure associative volontairement

très marginale par rapport au milieu universitaire : la Bibliothèque de littérature française contemporaine, la BLFC (qui signifiait également bibliothèque Louis-Ferdinand Céline, et correspondait au premier fonds d'archives réuni par ces partenaires, consacré à l'œuvre célinienne).

Cette attirance pour le phénomène « revue » était également motivée par le fait que, pendant deux ans, en 1986-1987, grâce à une invitation d'Antoine de Gaudemar, alors responsable du supplément des livres du journal *Libération*, j'ai pu tenir une chronique régulière mensuelle dans ce journal, où je rendais compte librement, suivant mes envies, de telle ou telle revue ; je fis ainsi la connaissance de Claude Lanzmann des *Temps modernes*, de Maurice Olender du *Genre humain*, revues auxquelles je consacrais une chronique entière, ainsi que de Marc Beigbeder, unique rédacteur et éditeur-diffuseur artisanal de *La Bouteille à la mer*, sorte de zamizdat ronéoté, qui protesta ensuite pour la seule et unique raison que ma chronique avait déclenché une vague de demandes d'abonnement qu'il ne pouvait et ne voulait pas servir, préférant la quasi-clandestinité de

sa revue à une exposition trop tapageuse à son goût ; je bénéficiais alors d'une opportunité exceptionnelle pour apprécier la vitalité du monde des revues. Je précise enfin, pour la « petite histoire », que c'est à l'occasion de ce travail de journaliste, que j'ai eu l'occasion de rencontrer Pascal Fouché afin d'écrire un article traitant de son ouvrage sur *L'édition française sous l'Occupation*, publié en deux volumes par la BLFC et faisant largement appel à des archives alors inédites. C'est par le biais des revues que je suis entré en contact avec la BLFC et que j'y ai rencontré mes futurs complices de l'IMEC, Albert Dichy et André Derval.

C'est donc un goût immodéré pour les revues qui m'a donné le goût des archives, ne serait-ce que parce que j'ai toujours prétendu que le meilleur argument de défense des revues contemporaines était celui de leur place essentielle, matricielle, dans l'histoire culturelle française, ce que seul l'examen des archives peut permettre de montrer de façon indubitable, à condition de bien séparer l'histoire des revues de l'histoire de la presse et des magazines, ces modes certes cohabitant, mais relevant

de logiques tout à fait différentes, voire contradictoires. La revue est ainsi la seule forme connue et efficace d'autogestion de l'intelligentsia, le seul moment où cette dernière peut expérimenter les séductions en même temps que les affres du travail collectif dans les domaines de la pensée et de la création. De là toute la place donnée dans les collections de l'IMEC aux archives de revues et à celles de la presse et des journalistes.

## Des archives dans tous leurs états

J'aime les archives en tant que telles, dans leur matérialité même, sous leurs diverses formes à différents moments : autant lorsqu'elles se trouvent encore chez le déposant, à l'état brut, dans le désordre, dans leur « jus » en quelque sorte, que lorsqu'elles ont été triées, reconditionnées et inventoriées avant de se retrouver dans un alignement impeccable, en boîtes dans les réserves de l'IMEC. Dans les deux cas, il y a un certain esthétisme de l'archive qui se dévoile : le passage d'un état à l'autre, du vrac au rangement forcément maniaque, qui permet de nouvelles découvertes. Je me souviens en particulier de la visite de Patrice Chéreau à l'abbaye d'Ardenne. Face au rangement de celles-ci, il s'est retrouvé dans

un état de quasi-sidération face à ses « papiers », dûment reclassés. Je sais que cela lui a donné envie de montrer ses dessins lors de l'exposition consacrée à son œuvre, au Louvre, en 2010, où il a pu en présenter d'extraordinaires qu'il avait redécouverts lors de cette visite. Patrice Chéreau avait\* une attitude peu courante vis-à-vis de ses archives : il ne pouvait pas créer s'il était encombré par celles-ci, ce qui fait qu'après chaque film, pièce ou opéra qu'il créait, il nous remettait l'ensemble des archives liées à cette création, dans des boîtes prévues à cet effet. Il pratiquait en quelque sorte le même geste qu'Andy Warhol avec ses « capsules » d'archives. On n'était absolument pas, avec lui, dans le cas le plus répandu, celui d'une sorte d'impossibilité pour le créateur de se débarrasser de ses archives de manière rationnelle et qui au contraire préfère les accumuler, les garder à portée de main, sous le prétexte, qu'il sait souvent lui-même fallacieux, qu'il pourrait un jour « en avoir besoin ». Il me semble que la formidable capacité de création et de renouvellement de Chéreau était justement liée à cette capacité tout à fait rare qu'il avait de se détacher au fur et à mesure de ses « papiers », de ne jamais les sacraliser, sans pour

\* Ces lignes ont été écrites avant la disparition brutale de Patrice Chéreau. J'ai simplement changé le temps des verbes, hélas.



autant s'en moquer ni les considérer comme inintéressants. Au contraire, il attachait beaucoup d'importance aux consultations de son fonds et exerçait une grande vigilance sur celles-ci.

Dans un tout autre ordre d'idées, je pourrais citer le cas d'Alain Robbe-Grillet, qui a absolument tout conservé dans ses archives, des billets de train ou de spectacles jusqu'aux moindres écrits de sa main. Il pensait et savait que ses archives constituaient en soi un monument d'une richesse considérable qui lui permettait de disposer de son vivant des moyens d'assurer sa postérité – ce qui ne suffit pas évidemment à donner des gages sur une postérité future, c'est là une tout autre affaire qui a à voir avec ce que j'appelle « l'épanouissement posthume ». Par cette expression, tirée de la préface de Raymond Roussel dans *Comment j'ai écrit certains de mes livres*, je veux signifier la capacité d'une œuvre à s'enrichir de ses archives pour ensuite être plus ou moins transformée par elles, en dehors de la volonté de son créateur et parfois même à l'encontre de celle-ci.

Quelques archives remarquables :  
Althusser, Némirovsky, Duras

Parmi d'innombrables souvenirs d'archives, j'en mentionnerai trois parmi ceux qui m'ont le plus marqués.

Le premier concerne Louis Althusser. Je me souviens en effet d'un après-midi passé dans l'appartement de la rue Lucien-Leuwen, où il avait vécu les dernières années de sa vie après le meurtre de sa femme Hélène. Je me trouvais en compagnie de Yann Moulrier-Boutang, qui achevait la rédaction du premier tome de sa biographie d'Althusser, et de François Boddaert, son neveu seul légataire universel. Nous étions là pour évaluer sa bibliothèque, que nous avons également décidé de prendre après

le refus de l'École normale de la conserver. Cela me fit une impression étrange de me trouver dans le lieu où avait vécu quelqu'un que je n'avais pas connu personnellement et même jamais vu, qui plus est un intellectuel avec qui je n'avais aucun point commun, intellectuellement parlant, ni politiquement, ni idéologiquement, puisque, comme je l'ai raconté au début de ce texte en évoquant mon compagnonnage avec Henri Lefebvre et tous les participants du cercle des éditions Anthropos, j'appartenais plutôt, dans ces années de domination par les althussériens du champ intellectuel, au camp de ses adversaires. Pourtant, j'allais être chargé par son neveu de la gestion de son héritage intellectuel. Situation paradoxale dont je ne me sortirais qu'en faisant mon devoir d'archiviste au service d'une œuvre, tout en m'attachant de plus en plus à l'individu lui-même et à son destin tragique. J'allais donc m'efforcer au fil des années à comprendre mieux, de l'intérieur en quelque sorte, à partir de ses archives, les mécanismes personnels et intimes de ses engagements idéologico-politiques et de ce que je continue d'analyser comme ses impasses théoriques.

Après avoir évalué l'ensemble de la bibliothèque et des archives, je me suis assis à son bureau et je me suis dit que sa fameuse autobiographie, dont tout Paris disait qu'elle existait sans que presque personne ne l'ait lue, devait forcément se trouver près de lui, que ce document si précieux devait être à portée de main. Et, en effet, il m'a suffi de glisser la main dans le premier tiroir de son bureau pour tirer d'une chemise verte les feuillets de *L'avenir dure longtemps*, dont je lus d'emblée les premières pages avant de l'emporter le soir même pour une lecture d'un trait, émotionnellement très forte... Dès le lendemain, j'ai obtenu le feu vert de François Boddaert pour sa publication et celui de Claude Durand, alors PDG des éditions Fayard et Stock, un des éditeurs amis à qui Althusser avait parlé de ce texte sans jamais le lui montrer. L'ouvrage fut publié à l'automne 1992 et connut le succès que l'on sait : près de 40 000 exemplaires vendus en quelques semaines de la première édition, publiée en coédition entre Stock et l'IMEC, suivant les vœux de François Boddaert, qui se conduisit, en cette affaire, comme pour l'ensemble des questions soulevées par la gestion de ces archives, en

ayant droit exemplaire. Et je dois dire ici combien j'ai été touché lorsque des très proches d'Althusser comme Étienne Balibar – qui de son propre aveu n'était pas favorable au début à ce que les archives nous fussent confiées – a admis ensuite que c'était la bonne solution et nous a crédités d'un travail « propre » (*sic*) ; et qu'il nous ait confié ensuite l'ensemble de ses propres archives, liées à son amitié et à son long compagnonnage de travail avec Althusser, ne pouvait que nous conforter dans notre démarche.

Le deuxième souvenir est lié à Irène Némirovsky, dont j'ai rencontré les deux filles, Denise Epstein et Élisabeth Gille, alors qu'elles cherchaient une institution pour abriter les papiers de leur mère. Je connaissais Élisabeth Gille qui travaillait dans l'édition et avait été, en particulier, une amie proche du directeur du Livre Jean Gattégno et son éditrice. Toutes les deux étaient liées par ailleurs à Jean-Luc Pidoux-Payot, ancien patron du Syndicat national de l'édition, qui connaissait l'IMEC. Les conditions étaient réunies pour qu'un accord soit rapidement trouvé et qu'un contrat de dépôt soit signé. Très vite, Denise Epstein me fit part de son

travail sur le manuscrit de *Suite française*, les deux sœurs m'ayant averti alors de leur vœu qu'il ne soit ni consulté, ni publié. Peu de temps après, Denise Epstein, inquiète pour la sécurité du manuscrit de *Suite française* et ayant achevé son travail de transcription, nous confia celui-ci. Je fus aussitôt émerveillé par la « beauté » (je ne trouve pas d'autre mot) du manuscrit, avec ses lignes écrites bord à bord, en vagues successives, d'une écriture extrêmement fine, à l'encre bleue sur des pages de couleur crème, jaunies avec le temps, sans beaucoup de ratures, avec en face de chaque page du récit le « journal » de son écriture. C'était là l'un des plus beaux manuscrits que j'avais jamais vus.

La lecture de la transcription tout à fait remarquable qu'en avait faite Denise Epstein m'a d'emblée convaincu que l'ouvrage, même inachevé, méritait d'être édité. Je le leur dis, mais malheureusement rien n'y fit : c'était Élisabeth, pourtant la plus rompue aux arcanes de l'édition, qui s'y refusait avec le plus de vigueur, estimant que cette histoire n'intéresserait personne. Je me promis de revenir à la charge, mais Élisabeth mourut peu de temps après

d'un cancer, et ce n'est que près d'une dizaine d'années après avoir lu ce manuscrit que j'appris sa publication prochaine chez l'éditeur Denoël. La suite, on la connaît : le prix Renaudot à titre posthume et le succès mondial de l'ouvrage traduit en des dizaines de langues, avec, notamment, un succès invraisemblable et inattendu aux États-Unis (plus d'un million d'exemplaires vendus). Je me souviens avoir apporté avec moi le désormais précieux manuscrit pour l'exposer lors de la soirée de lancement de l'ouvrage à New York, qui eut lieu dans les somptueux locaux des services culturels français, sur la 5<sup>e</sup> Avenue. L'objet fit tellement sensation qu'aussitôt David Marwell, le directeur du Museum of Jewish Heritage, sis à la pointe sud de Manhattan, juste en face de la Statue de la liberté et d'Ellis Island, me proposa d'y présenter une exposition dont le manuscrit et la valise dans laquelle ses filles l'ont sauvé pendant près de cinquante années constitueraient le centre, la pièce maîtresse.

Je dois dire que l'inauguration de l'exposition, en septembre 2008, avec Jack Lang, alors président de l'IMEC, et en présence du Prix Nobel Élie

Wiesel en même temps que de la chanteuse Patti Smith, fut un moment exceptionnel que nous nous rappelions souvent avec Denise Epstein (qui n'aimait guère les mondanités), avec grand plaisir et beaucoup d'amusement.

L'exposition fut reprise ensuite à Paris, en octobre 2010, au Mémorial de la Shoah, entraînant à chaque fois des polémiques vigoureuses sur l'attitude d'Irène Némirovsky avant son arrestation par les nazis et sa mort en camp, des polémiques que les interventions toujours émouvantes (mais jamais larmoyantes) de Denise Epstein avaient pour vertu d'éteindre aussitôt. Très vite, par la force d'entraînement de cet ouvrage, c'est l'ensemble des autres ouvrages d'Irène Némirovsky qui connurent un succès de librairie.

Je me suis souvenu alors de trois cartons découverts lors d'une visite des archives Albin Michel, trois beaux cartons d'archives avec marqué en lettres dorées sur fond rouge le nom d'Irène Némirovsky, qu'elle avait confiés à son éditeur en 1942, juste avant d'être emmenée à Auschwitz par les nazis.

Une fois remis à l'IMEC avec le reste des archives de la maison d'édition, ces trois cartons ont permis de retrouver des textes inédits qui ont donné lieu à de nouvelles publications. Au bout de cette aventure, la publication des *Œuvres complètes* en livre de poche est venue clore (provisoirement) cette belle histoire, que dis-je, en réalité cette histoire miraculeuse d'un manuscrit que l'IMEC est fier d'avoir aujourd'hui dans ses collections. On peut vraiment parler dans ce cas d'un « épanouissement posthume », d'autant plus exceptionnel qu'il était inattendu et imprévisible.

Troisième exemple de découverte d'une archive exceptionnelle : celle des *Cahiers de la guerre* de Marguerite Duras. L'histoire a commencé aux lendemains de l'arrivée à l'IMEC de sacs de sport, apportés par le dernier éditeur de Marguerite Duras, Paul Otchakovsky-Laurens, accompagné de Yann Andréa, son dernier compagnon, et contenant un ensemble impressionnant de manuscrits et de documents qui étaient rangés auparavant dans les fameuses « armoires bleues » de sa maison de Neauphle-le-Château. Une inondation avait

nécessité de mettre ces archives à l'abri. À peine déballées, je remarquai, au milieu des chemises contenant des manuscrits – dont l'une portait la mention manuscrite « Ne pas prendre ou je tue » ! –, plusieurs cahiers d'écolier lignés, et parmi ces cahiers ceux qui avaient servi à l'écriture de *La Douleur*, ainsi également que trois cahiers, remplis sur quasiment toutes les pages, avec, en rouge, des renvois ultérieurs, en marge, de certains passages à des œuvres connues comme *Le Marin de Gibraltar*, *Les Petits Chevaux de Tarquinia*, ou encore *Un barrage contre le Pacifique*, etc. À d'autres endroits, on trouvait des textes datés comme s'il s'agissait d'un journal, des notes sur la guerre ou sur le retour des prisonniers et de son mari Robert Antelme... Bref, des documents de toute première importance, suffisamment importants en tout cas pour qu'aussitôt après avoir obtenu l'accord de Jean Mascolo, le fils unique de Marguerite Duras, j'alerte Laure Adler, que je savais en train de terminer une biographie de l'auteur, et l'incite à venir toutes affaires cessantes voir ces manuscrits et ces cahiers, ce qu'elle fit très rapidement. Elle a pu ainsi s'appuyer sur les gros cahiers d'écriture, rédigés pendant la guerre

et révélant, entre autres, que les arguments de ses plus célèbres ouvrages se trouvaient déjà présents, en gésine, si je puis dire, des œuvres futures.

Quelques années après cette découverte et la parution de la biographie de Laure Adler, l'idée m'est venue de publier ces *Cahiers* en tant que tels, en y ajoutant des textes écrits et souvent publiés à la même époque dans la revue *Confluences* ou dans d'autres publications difficilement trouvables, ainsi que plusieurs textes inédits trouvés dans les archives et de toute évidence datant de la même période. L'ouvrage fut publié en 2006 par P.O.L en coédition avec l'IMEC, sous le titre de *Cahiers de la guerre et autres textes*. Il connut un large succès, fut traduit dans de nombreuses langues les années suivantes, et contribua, il me semble, à un renouvellement de l'approche critique de l'auteur.

Un peu plus tard, rendant visite à Jean Mascolo à Neauphle-le-Château, celui-ci me montra ce qui restait des « armoires bleues », et on y retrouva encore quelques archives laissées là par Yann Andréa. Il me remit alors plusieurs documents, dont le manuscrit

original et le tapuscrit corrigé par Marguerite Duras elle-même de *M.D.*, l'ouvrage que Yann Andréa a consacré à Duras après son coma de 1988-1989, accompagnés de notes prises par celui-ci durant la première année de sa rencontre et de sa vie avec elle. Je cherchai aussitôt à prévenir Yann Andréa de cette découverte, mais il avait complètement disparu de la circulation depuis deux ans au moins. Il avait déserté volontairement et d'un coup le territoire des durassiens. Impossible de le joindre pour lui demander l'autorisation de laisser consulter ses notes par Jean Vallier, l'auteur de la seconde grande biographie de Duras, publiée en deux tomes chez Fayard sous le titre : *C'était Marguerite Duras*. Dommage. Mais peut-être, un jour, prendra-t-il connaissance de ces lignes et peut-être aura-t-il envie de relire ce qu'il écrivait alors et que nul ne peut consulter sans son accord... C'est l'occasion en tout cas pour moi ici de louer l'apport de quelqu'un comme Jean Vallier, avec qui s'est instaurée une coopération féconde pour l'IMEC et pour les fonds qu'il a eu le loisir de consulter pendant les années où il fut un chercheur assidu dans les archives Duras, nous aidant bien souvent à identifier et dater certains documents.

Entre-temps, le fonds Duras fut largement consulté et étudié par tous ceux qui collaboraient aux quatre tomes de La Pléiade consacrés à Marguerite Duras. Je dois dire que j'ai regretté que les *Cahiers de la guerre* n'aient pas été retenus comme une œuvre à part entière et que les éditeurs responsables de ces volumes aient préféré considérer et redistribuer les différentes parties de ces cahiers uniquement comme avant-textes d'autres œuvres, ce qui leur fait perdre leur unité d'écriture pourtant évidente.

Je ne peux évoquer ici que quelques cas fameux, mais bien sûr il y a beaucoup d'autres exemples qui entreraient dans la catégorie des souvenirs marquants, des tas de documents moins importants que ces manuscrits exceptionnels – et qui montrent bien à quel point le fait de « tout prendre » dans un fonds et de ne pas se contenter des « belles pièces » est essentiel à la connaissance scientifique d'un auteur.

Dans cette perspective, l'auteur est souvent de son vivant un allié précieux pour l'archiviste, car il est mieux à même que quiconque, et en particulier que ses héritiers et ayants droit, d'apprécier

les avantages d'une conservation systématique de l'ensemble de ses archives, soit parce qu'il est soucieux de ne pas voir retirer de ses archives ce pour quoi il n'a pas reçu (ou recherché) de son vivant de reconnaissance, comme par exemple ses dessins, s'il est écrivain, ou ses écrits, s'il est un artiste ; soit parce qu'il conçoit ses archives comme une instance d'authentification de son « vécu » comme dans le cas de Gabriel Matzneff, qui voit – dans les lettres reçues de ses innombrables amantes et amies, la preuve irréfutable pour l'avenir de la véracité de ce qu'il a écrit et publié dans ses journaux intimes à propos de ses amours, dont ceux-là tiennent chronique.

### Une institutionnalisation rapide

Comment fait-on une institution de son désir d'archive ? Un peu par hasard – de ce hasard qui fait bien les choses –, un peu par inadvertance, un peu aussi par chance, et beaucoup grâce à une heureuse saisie des opportunités.

Je m'explique : l'IMEC est né, je l'ai dit, de la rencontre de deux projets, celui de la BLFC et celui du groupe de recherches sur les revues que j'avais créé à la Maison des sciences de l'homme, mon port d'attache d'alors. Grâce à l'attitude extraordinairement féconde et généreuse de son administrateur, Clemens Heller, j'ai pu d'emblée donner une certaine visibilité à cette activité de recherche encore toute

balbutiante, peu sûre d'elle-même et qui n'était à l'époque encore qu'un projet personnel, où tout restait à faire, à inventer.

On mesure mal aujourd'hui la chance que représentait pour une institution comme la MSH d'avoir à sa tête une personnalité aussi forte, atypique et ouverte que celle de Clemens Heller. Grâce posthumes lui soient rendues : sans son appui, je ne sais pas si j'aurais eu le culot de me jeter dans l'aventure de l'IMEC...

En réalité, tout a commencé là pour moi, dans le petit bureau 104 au premier étage de la fameuse bâtisse, au coin du boulevard Raspail et de la rue du Cherche-Midi, où Jacqueline Pluet avait gentiment accepté de me laisser un coin de table dans un petit espace qu'elle partageait déjà avec deux autres collègues. Ces détails spatiaux ont uniquement pour but de souligner comment, très vite, la question des locaux de l'IMEC allait se poser et devrait vite trouver sa solution en dehors de la MSH, déjà sur-occupée.



La personnalité qui a joué un rôle essentiel pour la création de l'IMEC fut Jean Gattégno, alors directeur du Livre, et qui sut très bien convaincre son ministre, Jack Lang, dès l'automne 1988, de nous apporter des subsides suffisants (1 million de francs de l'époque – ce qui n'était pas rien) pour que nous puissions nous lancer et trouver notamment un local. Ce qui fut fait au début de l'année 1989, où nous nous sommes installés au 25 rue de Lille dans des bureaux assez biscornus, avec toutefois une belle salle de lecture et des réserves vite saturées. La bibliothèque fut inaugurée en octobre par Jean Gattégno.

En réalité, notre installation « au cœur du quartier des éditeurs », comme nous le disions alors un peu abusivement et avec quelque grandiloquence dans nos premiers documents d'information, joua un rôle non négligeable dans le développement d'une certaine aura autour de notre projet.

La proximité avec les éditions Gallimard – où Jean-Pierre Dauphin régnait en gardien sourcilieux des archives de la maison et où Pascal Fouché avait aussi ses entrées – nous attira plutôt de la considération.

Autant le préciser d'emblée, jamais il ne fut question d'accueillir les archives de la prestigieuse maison d'édition, laquelle disposait officiellement, à la différence de la plupart de ses concurrentes, d'un service d'archives avec plusieurs personnes affectées à cette mission. Toutefois, ce manque fut largement compensé par l'arrivée à l'IMEC, quelques années plus tard, en 1993, des archives de Jean Paulhan, qui constituent, grâce en particulier à une correspondance monumentale avec les principaux auteurs de la maison Gallimard, un pan entier et essentiel de la mémoire de cet éditeur, en raison même du rôle éminent qu'y tint Paulhan pendant près de cinquante ans.

Et si on ajoute à cet ensemble les archives d'éditeur de Georges Lambrichs, pour sa célèbre collection « Le chemin », confiées à l'IMEC par sa famille en 1999, l'Institut disposait ainsi d'archives qui concernaient directement la vie de la maison, preuve indubitable, s'il en était besoin, de tout l'intérêt du croisement des archives d'éditeurs et d'auteurs qui est systématiquement recherché et constitue une des originalités des collections de l'IMEC. La forme la plus

achevée de ce type de fonds, est donnée par le fonds Maurice Olender qui, outre ses archives d'historien, contient les archives extrêmement riches, diversifiées et alimentées à chaque nouvelle parution de sa grande collection, « La Librairie du XXI<sup>e</sup> siècle », publiée aujourd'hui au Seuil, et de la revue *Le Genre humain* créée chez Fayard en 1981. À l'heure où on tente de valoriser l'interdisciplinarité, cet ensemble, où sciences, arts et littératures sont structurellement liés, porte la marque d'une démarche où le chercheur et l'éditeur sont indissociables et d'une méthode (qui n'est pas sans analogie avec celle de l'IMEC) où le chercheur et l'archiviste ont partie liée.

L'IMEC a connu un développement étonnamment rapide. Par un effet de bouche-à-oreille et d'accumulation, des archives de plus en plus importantes et volumineuses ont suivi les premiers fonds. Du côté des fonds d'éditeur, l'IMEC a gagné son pari lorsque, à partir de 1995, les archives des NMPP puis de la maison Hachette nous ont été confiées à la suite d'un travail d'intervention sur sites de grande ampleur mené par les équipes de l'IMEC, aux frais des déposants. Il me semble que c'est à cette époque-là

que l'IMEC est devenu une véritable institution, reconnue comme telle, même s'il a jusqu'à maintenant conservé des caractéristiques particulières qui font de lui une institution « pas comme les autres ».

Je veux dire ici combien j'étais sensible, par ma formation même et par l'intérêt que je portais au plan politique et philosophique (ou plus exactement, au plan sociologique puisque tel était mon métier « officiel » au moment de la création de l'IMEC, celui de sociologue) à la question de l'institutionnalisation des formes sociales. Aussi faut-il voir dans notre attachement à la forme associative notre volonté depuis le début de conserver une formule souple et indépendante de gestion, en même temps que de préserver le pouvoir des donateurs et des déposants qui demeurent nos premiers interlocuteurs.

Il est difficile d'entrer ici dans le détail des dispositifs de travail et de coopération au sein de l'IMEC et dans ses relations avec son environnement, mais, depuis la création de l'IMEC, je me suis efforcé de choisir des collaborateurs directs (notamment Albert

Dichy, Claire Paulhan, Nathalie Léger et André Derval) qui avaient d'abord, et avant toute autre considération, une vision proche de la mienne sur la nécessaire ouverture de l'Institut et de ses collections à la diversité des archives, tant dans leurs supports que dans leur manière de représenter toutes les disciplines de la vie culturelle sans privilégier de métier ou de secteur d'activité : aussi bien des grands auteurs et créateurs (écrivains, philosophes, cinéastes, danseurs...) que les différents « médiateurs » (directeurs de revues ou de collections, critiques et journalistes, traducteurs, metteurs en scène, etc.) auxquels ceux-là sont souvent largement redevables de leur notoriété.

C'est donc bien en 1995 que l'IMEC a pris conscience de son caractère d'institution, au moment où nous avons connu notre première crise budgétaire, avec l'annonce en début d'année d'une coupe « inéluctable » – comme nous dira alors un représentant du ministère de la Culture –, de 40% du budget de fonctionnement qui nous était alloué. La publication d'une tribune dans *Le Monde*, le soir même de l'inauguration du Salon du livre par trois éditeurs

importants qui avaient soutenu le projet dès le départ (Claude Durand – son premier président –, Antoine Gallimard – président en exercice – et Christian Bourgois – qui allait lui succéder cette même année), sous le titre « La sanction d'une réussite », a suffi à retourner la situation et à faire dire au ministre de la Culture d'alors, Jacques Toubon, qu'il s'agissait d'un « malentendu » (*sic*) et que le ministère était, au contraire, très désireux de poursuivre son soutien à une institution qui connaissait un tel développement. Ce qui fit qu'en une soirée nous avons récupéré notre budget initial. Dès ce moment-là, nous étions avertis que nous n'étions plus désormais à l'abri d'un mauvais coup budgétaire.

Un lieu pour les archives :  
l'abbaye d'Ardenne

Il nous fallut trouver vite une solution pour assurer à l'IMEC un véritable avenir. J'étais en effet persuadé que l'on n'aurait pas toujours la capacité de contrer aussi efficacement que nous venions de le faire des décisions aussi irréfléchies dans leurs conséquences. Il fallait nous rendre à l'évidence : nous n'avions pas que des amis en haut lieu, et le succès de l'IMEC commençait à faire des envieux à tous les niveaux du monde feutré des archives et des bibliothèques. Il était donc urgent de ne pas se laisser enfermer dans des logiques d'étouffement et de rebondir ailleurs. Voilà pourquoi ma rencontre inopinée avec René Garrec, à l'époque député du Calvados sous l'étiquette UDF, mais surtout président

du Conseil régional de Basse-Normandie, prit l'allure d'un « miracle » inespéré. Je passe les détails de cette rencontre aussi inattendue que féconde pour ne retenir ici que ses conséquences immédiates : la découverte en septembre 1995 de l'abbaye d'Ardenne, site étonnant mais tout à fait improbable, que René Garrec proposait de nous confier en effectuant tous les travaux dont nous aurions besoin pour y accueillir l'IMEC et ses collections. Je me souviens encore du retour de Caen à Paris en train avec mon ami Alain Giffard qui me fit part des interrogations qui s'imposaient à propos de la « viabilité » d'un tel projet. Très vite cependant, nous sommes tombés d'accord sur la chance et les potentialités que représentait cette proposition. Aussi, dès que nous sommes arrivés gare Saint-Lazare, j'ai téléphoné à René Garrec pour lui donner mon accord de principe sur une éventuelle installation dans cette abbaye d'Ardenne, entrevue un jour de pluie et dans un état passablement dévasté – notamment l'abbatiale, devenue aujourd'hui notre vaisseau-amiral.

Passons sur les différentes péripéties de cette installation pour ne retenir que deux dates : celle

du début des travaux, en 2000, après une intense phase préparatoire de fouilles et de conception du projet architectural, et 2004, année d'ouverture de la bibliothèque, installée en majesté dans l'abbatiale, flanquée de ses réserves en sous-sol et de la superbe grange dimière transformée en salle de colloque et d'exposition. Rien qu'à évoquer ces deux dates, me reviennent en mémoire les innombrables réunions de chantier auxquelles j'ai participé, et les voyages en voiture entre Paris et Caen plusieurs fois par semaine, et, lorsqu'il m'accompagnait, mes conversations avec Christian Bourgois. Je me souviens également du scepticisme de mes collaborateurs les premières fois où nous sommes allés voir sur place l'abbaye ; ils se demandaient dans quel guêpier je les avais attirés. Il fallut sans cesse s'adapter, changer de point de vue, assumer des tâches et fonctions qui nous étaient inconnues jusque-là, surtout à partir du moment où, dès 1998, nous avons reçu le label de « centre culturel de rencontre », alors que les travaux d'aménagement du site n'avaient même pas encore commencé et que nous n'étions sur place qu'en phase de préfiguration.

Et puis, je me souviens surtout des critiques nombreuses qui nous furent adressées sur le fait que personne n'irait à Caen – trop loin pour les chercheurs et pour les déposants, pour la plupart en effet parisiens. Sur ce dernier point, nous restâmes vigilants. Et nous ne pûmes que constater le nombre croissant de chercheurs et la multiplication exponentielle des fonds : près de 200 en 2000, plus de 350 en 2006 et environ 600 en 2013. Sur ce point crucial, le succès était au rendez-vous, et la multiplication des fonds finissait par avoir un effet d'entraînement sur le nombre de chercheurs, en croissance continue. Il fallut donner en outre une attention toute particulière aux conditions d'accueil des chercheurs (hébergement, nourriture), qui améliorèrent considérablement notre attractivité. L'augmentation lente mais certaine de la durée de ces séjours témoigne de ce phénomène.

Au passage, je dois le dire, nous avons considérablement renforcé l'IMEC au plan budgétaire, et il devenait politiquement risqué de nous faire un « mauvais coup » : notre budget de fonctionnement avait quasiment triplé et, surtout, l'État

et la Région étaient désormais, à partir de 2004, à parité, démontrant par là même qu'une opération de décentralisation ne s'accompagne pas toujours d'un désengagement de l'État. Nous étions soutenus par nos partenaires mais nous demeurions en alerte.

En définitive, je mesure aujourd'hui quels risques rétrospectivement considérables nous avons pris en nous engageant dans une vaste entreprise de décentralisation culturelle, de façon volontaire et choisie, à la différence de bien d'autres tentatives plus ou moins réussies.

Bref, si nous étions devenus, sans l'avoir cherché ni même souhaité et en tout cas sans jamais l'avoir prévu, une véritable institution, considérée comme telle, nous nous sommes sans arrêt efforcés de préserver un certain mode d'être, d'existence, de relation, qui demeure celui des commencements.

## Une institution pas comme les autres

Par bien des aspects, encore présents aujourd'hui, tant en ce qui concerne la constitution de sa collection que le rapport qu'il entretient avec les chercheurs et les ayants droit, l'IMEC se différencie profondément des autres institutions d'archives, comme la BNF, la bibliothèque littéraire Jacques-Doucet ou les Archives de France.

Il importe de rappeler ici, que dès l'origine, l'IMEC a été créé par des personnes qui ne provenaient pas du monde des archives, ni des bibliothèques. La composition de ses premiers conseils d'administration – principalement des éditeurs, qui occupèrent successivement le poste de présidence de l'Institut

(Claude Durand, puis Antoine Gallimard et enfin, pendant plus de dix ans, Christian Bourgois) – traduit bien la volonté des éditeurs de maîtriser le lieu auquel ils ont presque tous fini par confier leurs archives. Cette imbrication de l'IMEC avec le milieu des éditeurs, des chercheurs et des auteurs constitue déjà une grande différence avec la BNF, ou les Archives de France, qui sont fondées et légitimées par des instances (politiques ou administratives) extérieures aux milieux considérés. Et cela vaut aussi en bonne partie pour la bibliothèque littéraire Jacques-Doucet, même si elle fut à l'origine fondée et lancée par un couturier grand lecteur et ami des écrivains.

Une autre différence tient à la conception même des fonds de l'IMEC qui sont les plus exhaustifs possibles, certains comportant les bibliothèques personnelles des auteurs. On y retrouve, en tout cas, tous les documents disponibles, y compris les photos et différents supports tels que cassettes ou CD, jusqu'aux machines à écrire (dans le cas de Louis Althusser, par exemple) ou aux disques durs d'ordinateur (dans les cas de Jacques Derrida ou

d'Edgar Morin). Les ouvrages annotés par l'auteur sont systématiquement considérés comme des archives et traités comme telles. Enfin, nous ne nous limitons pas à recevoir passivement les archives, puisque, pour certains auteurs importants, nous recherchons partout leurs traces (manuscrits ou correspondances envoyées), quitte à ce que leurs propriétaires, lorsqu'ils ne souhaitent pas se séparer des originaux pour différentes raisons (d'ordre sentimental ou spéculatif, notamment), nous en remettent au moins des photocopies. À ce propos, une autre manière de différencier l'IMEC des institutions patrimoniales publiques tient à la place que nous attribuons à la photocopie dans certains de nos fonds. Il est même intéressant, je le dis au passage, d'avoir parfois ne serait-ce qu'une photocopie d'un document d'archive.

Sans cesse, nous avons appliqué le principe : mieux vaut toujours l'original que sa photocopie, mais mieux vaut encore une photocopie plutôt que rien. C'est ainsi, par exemple que le fonds Genet (à l'instar du fonds Céline) contient relativement peu de manuscrits originaux, mais beaucoup de copies

de manuscrits dispersés chez des collectionneurs souvent privés. C'est en s'appuyant sur cet ensemble de copies – obtenues par Albert Dichy, grâce à ses excellentes relations avec les collectionneurs et les marchands d'autographes au fil des années – qu'a pu être établi le volume de La Pléiade sur le théâtre de Jean Genet. Il est important cependant de bien pouvoir indiquer la « traçabilité » du manuscrit.

Nous n'avons à l'IMEC aucun fétichisme particulier du « beau manuscrit » patrimonial et nous avons au contraire un grand intérêt pour les archives « ordinaires » ou « existentielles », une singularité qui fait que jamais nous ne pratiquons le montage des manuscrits sur onglet dans de belles reliures, comme cela s'est fait longtemps dans les institutions archivistiques traditionnelles.

J'ajoute à cela une autre particularité de l'IMEC, liée cette fois aux modalités de consultation des fonds : un fonds pour chacun des auteurs est en effet créé, le plus souvent avec l'aide de l'auteur lui-même ou de ses héritiers, avec une bibliothèque d'études, régulièrement actualisée par nos acquisitions d'ouvrages.

Il s'agit là d'une création, et d'un apport très important pour chaque fonds d'auteur ; j'ajoute enfin, à toutes ces différences notables, celles qui sont liées à la rapidité de réalisation de nos inventaires et de la mise en place de programmes de numérisation des documents manuscrits dans chaque fonds, ainsi que le suivi (souvent grâce aux éditeurs eux-mêmes) des dossiers de presse.

Une autre caractéristique de l'IMEC est d'assurer une médiation extrêmement active entre le chercheur et le (ou les) ayant droit. Pour tout dire, j'ai toujours considéré qu'un héritage est une mission qui engage celui qui en bénéficie sur une voie difficile, et je crois qu'il y a moins de « veuves abusives » que de chercheurs possessifs. En ce sens, je ne suis pas favorable à un introuvable droit des chercheurs qui s'imposerait aux ayants droit. Et ceci pour une raison simple : on n'entre pas dans une archive comme dans un moulin. Il me semble que le système français de protection des droits de l'auteur est suffisamment développé et efficace pour ne pas être changé de fond en comble.



Il arrive souvent, en effet, que les héritiers ne sachent pas bien comment gérer leurs droits ; et, si parfois ils se heurtent aux chercheurs, c'est plutôt à cause de leur impréparation aux responsabilités qui leur sont échues que par une volonté délibérée d'entraver leur travail. Je crois, pour ma part, que seul un dialogue ouvert entre les héritiers, les ayants droit et les chercheurs peut permettre de réduire les divergences d'intérêts et de mieux faire comprendre que la recherche seule permet parfois à certaines œuvres d'échapper à l'oubli. C'est en ce sens que nous pensons que les archives doivent rester vivantes. Ainsi, nous sommes particulièrement fiers d'être parvenus à « débloquer » la publication des cours de Roland Barthes au Collège de France, ou encore d'avoir réussi, à partir de la publication de son autobiographie *L'avenir dure longtemps*, à renouveler complètement la recherche sur Louis Althusser. La publication de nombreux textes inédits a en effet considérablement changé la perception et l'économie générale de son œuvre. Ce qui fait que celle-ci n'a pratiquement pas connu le « purgatoire » où pourtant tout laissait à penser qu'elle aurait pu stagner pendant longtemps.

Une des plus belles preuves de l'efficacité du dispositif de gestion des archives spécifiques de l'IMEC est d'avoir permis, dans un contexte successoral complexe et tendu, le dépôt à titre purement conservatoire des archives du philosophe Emmanuel Lévinas, et d'avoir construit, à partir de ces archives, un programme scientifique de coédition (entre l'IMEC et Grasset) de ses œuvres complètes, grâce notamment au travail d'un comité scientifique présidé par Jean-Luc Marion et au soutien des éditions Grasset et de Bernard-Henri Lévy. Grâce à quoi trois tomes d'œuvres posthumes inédites ont pu déjà voir le jour. La réédition de l'œuvre anthume, augmentée des nombreux documents inédits tirés du fonds Levinas, dûment inventorié par l'IMEC, devrait pouvoir commencer. Ainsi, on disposera enfin, autour d'une des figures primordiales de la philosophie du XX<sup>e</sup> siècle, d'une édition d'œuvres complètes qui manque aujourd'hui cruellement à la recherche.

Ainsi, en mettant à la disposition des éditeurs et des chercheurs ses fonds d'archives, l'IMEC a réussi en quelques années seulement à s'imposer comme

un des lieux majeurs pour la production d'œuvres plus ou moins complètes d'auteurs essentiels. Qu'il s'agisse des différents volumes de La Pléiade (Duras, Genet) ou de projets comme les cinq volumes d'œuvres d'Antoine Vitez chez P.O.L au début des années 1990, il importe toujours de faire valoir la supériorité qualitative des éditions fondées sur l'exploitation des archives.

Enfin, je dois souligner que la conception des archives de l'IMEC est extrêmement ouverte et pluridisciplinaire, l'objectif étant de recomposer, par l'archive, la texture de la vie culturelle d'une « époque », en rassemblant les archives de tous les acteurs qui la composent, aussi bien les auteurs connus que les médiateurs restés dans l'ombre ou ne figurant que dans les bas de page des ouvrages d'édition.

Y-a-t-il un bon usage de l'IMEC ? Disons, en quelques mots, que l'IMEC a servi tout d'abord à proposer une nouvelle offre à de nombreux héritiers et ayants droit et a pu, grâce, au départ, à la formule du contrat de dépôt, faciliter la réunion de fonds

d'archives jusque-là soumis à des conflits graves entre héritiers. Sans oublier non plus que ces deux modalités essentielles d'entrée des fonds dans les collections de l'IMEC que sont le contrat de dépôt et le traité d'apport ont permis que des archives d'une importance considérable, pour le patrimoine autant que pour la recherche, soient acquises sans déboursier un centime. Une prouesse qui nous a valu souvent l'admiration de nos homologues allemands ou américains, qui voyaient, eux, leurs budgets d'acquisition exploser sous l'effet conjugué de la marchandisation générale des biens culturels et de l'extension des lois du marché jusque dans le commerce des papiers d'écrivains ou d'artistes. De ce point de vue, on reste frappé – et très reconnaissant – de la générosité de la plupart des déposants. Une générosité qui nous oblige, bien entendu...

L'IMEC a également servi à donner du sens et des raisons d'exister à un Centre culturel de rencontre dans le cadre de son installation à l'abbaye d'Ardenne, montrant ainsi en acte les potentialités d'une opération de décentralisation culturelle en région.

Il a servi enfin, et principalement, à constituer une collection à la fois cohérente et diversifiée, permettant de rendre visible la richesse d'un croisement entre des fonds d'auteur et d'éditeur, dans la perspective d'une restitution des grands moments et des processus de notre vie culturelle, principalement des années 1930 jusqu'à aujourd'hui. Les deux expositions sur *Archives de la Vie littéraire sous l'Occupation* et sur *Engagements et déchirements - les Intellectuels et la guerre d'Algérie* ont en particulier fait appel à de nombreux fonds de l'IMEC, validant par là même le choix des ensembles qui forment la collection. Dans le même ordre d'idées, on pourrait également concevoir une exposition transversale sur les années 1970 qui, je l'espère, pourra être montée prochainement. Elle permettra d'exhumer de nombreuses pièces de nos collections, qui sont, pour cette période particulière, abondantes et passionnantes.

### Début d'une nouvelle ère

Le lundi 2 septembre 2013, j'ai transmis officiellement à l'abbaye d'Ardenne, en présence de l'ensemble du personnel de l'IMEC, les pouvoirs et les responsabilités de la direction générale de l'Institut à Nathalie Léger. Cela a marqué la fin d'un processus amorcé en juin, lorsque j'ai remis ma démission au conseil d'administration de l'IMEC. Celui-ci a voté ensuite à l'unanimité en faveur de la candidature de Nathalie Léger, soutenue par Pierre Leroy, nouveau président de l'IMEC. Jack Lang, président de l'IMEC depuis 2008, avait alors choisi de se consacrer pleinement à ses nouvelles responsabilités à la tête de l'Institut du monde arabe.

Ainsi, conformément à ce que je souhaitais depuis longtemps déjà, s'accomplissait sereinement le processus de transmission de l'IMEC à une nouvelle équipe dirigeante.

Ayant connu de nombreuses institutions qui n'ont pas survécu à ce moment crucial de la transmission, et plus particulièrement celle qui passe des fondateurs aux premiers dirigeants, je redoutais beaucoup ce passage de témoin qui s'est accompli à mes yeux, de façon tout à fait satisfaisante.

Par une heureuse coïncidence, cette transmission intervient au moment où nous nous apprêtons à célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la création de l'IMEC (son inauguration officielle par Jean Gattégno avait eu lieu en octobre 1989). Vingt-cinq ans ou un quart de siècle, cela compte dans la vie d'un homme, cela fait un « bail », comme on dit.

Vingt-cinq années de passions et de difficultés, d'émotions et d'arguties pour convaincre des déçus, des chercheurs et des administrateurs de

tout poil et tout niveau, qu'ils avaient bien fait de placer leur confiance en ce projet. Vingt-cinq années pendant lesquelles il a fallu maintenir le cap, ruser et s'entêter tout à la fois, pour éviter les chausse-trappes et les faux débats, pour lutter sans cesse contre les « à quoibonnistes » et contre la résignation, pour résister aux normes officielles et aux opinions courantes, pour défendre avec force, et parfois avec audace, les choix qui ont été les nôtres. Plus le temps passait, plus apparaissait l'incongruité de notre existence, en même temps qu'augmentait la force d'attraction de ce que nous avons créé. Je l'ai souvent dit à mes collaborateurs : nous avons bénéficié d'un effet de surprise, qui nous a permis de pénétrer vite et profondément dans un univers – celui des archives – auquel rien ne nous préparait.

Il nous a donc fallu inventer le modèle que nous construisions au fur et à mesure que les fonds se multipliaient et se diversifiaient. Il devenait important de penser ce que nous faisons, tout en avançant avec détermination et parfois même avec une certaine dose de culot et d'insolence, de proposer des catégories nouvelles et des « concepts »

susceptibles de nous permettre d'appréhender, de comprendre les ensembles archivistiques que nous engrangions. Pour ma part, j'ai avancé les concepts de « fait éditorial total » et de « fabrique éditoriale » pour décrire et analyser le phénomène des revues, ainsi que les notions d'« archives existentielles », d'« archive-œuvre » ou de « moment des œuvres complètes » pour analyser certaines phases et figures de la vie éditoriale.

Au terme de ces vingt-cinq premières années d'existence, ce sont près de 600 fonds d'archives qui ont été réunis à l'IMEC, sur plus de 27 kilomètres linéaires. Au total, la plus grande collection d'archives privées existant en France et réunissant pas loin d'un million d'ouvrages, plus de 75 000 boîtes d'archives, et 560 000 photographies ainsi que 28 000 documents audiovisuels et près de 360 000 documents électroniques et numériques ainsi que 18 000 œuvres d'art, tous inventoriés de manière plus ou moins fine suivant les ensembles considérés. La totalité de ces fonds est consultable et consultée à l'abbaye d'Ardenne, près de Caen. En définitive, un immense lieu pour l'archive, qui a été

confié à l'IMEC au terme d'un processus de décentralisation culturelle de grande ampleur, engagé depuis bientôt vingt ans, l'abbaye étant ouverte aux chercheurs depuis presque dix ans, avec une moyenne annuelle de 400 chercheurs ces trois dernières années.

Plusieurs lecteurs-amis des premières versions de ce texte me font remarquer que celui-ci est essentiellement tourné vers le passé et qu'il faudrait que je dise aussi comment je vois l'avenir de l'IMEC et à quelle condition ce qui a été accompli sous ma responsabilité pourra être poursuivi dans l'avenir. Je me garderais de répondre ici à cette interrogation, même si j'en ressens bien les raisons. À cela, deux arguments majeurs : d'abord, je ne suis ni propriétaire ni dépositaire de je ne sais quelle méthode infallible qu'il suffirait de mettre correctement en œuvre pour s'assurer du succès de l'entreprise. Deuxièmement, il me semble qu'à travers ce bref survol de l'histoire des débuts de l'IMEC j'ai témoigné explicitement, ou entre les lignes, de ce qu'une institution peut se lire comme on le fait d'un livre, comme une œuvre qui s'épanouit,

notamment lorsque son développement recoupe un trajet personnel dont elle se nourrit.

Pour rédiger ces quelques réponses, souvent partielles et toujours délibérément partiales, aux questions posées au démarrage par Nathalie Léger et Albert Dichy, j'ai dû me référer souvent à ma bibliothèque afin d'y retrouver la mémoire de certains événements, dans la mesure où c'est précisément celle-ci, entièrement composée par moi au fil des années, qui constitue le marqueur le plus évident de mes activités. Plus que des carnets que je n'ai jamais tenus, des agendas souvent pleins de manques ou des correspondances forcément partielles, c'est avant tout en repassant à travers les œuvres publiées et leurs relectures que je suis capable de me souvenir des circonstances de mes rapports avec tel ou tel.

Voilà tout ce que je peux offrir pour l'instant à la postérité, comme témoignage parcellaire des moments extrêmement riches que j'ai vécus pendant vingt-cinq ans à l'IMEC et des quelques années qui ont précédé cet événement majeur de ma vie professionnelle. Et de ma vie tout court,

tant il est vrai que celle-ci a été presque entièrement soumise aux aléas de ce projet dévorant et exigeant, qu'il va me falloir maintenant essayer d'analyser et de « théoriser ». Ce bref texte écrit pour « Le Lieu de l'archive », me permet pour la première fois d'essayer de penser l'ensemble de tout ce qui m'est arrivé pendant ces vingt-cinq années, à la fois par et pour l'IMEC.

Paris – Port-Cros – Abbaye d'Ardenne,  
1<sup>er</sup> septembre - 30 octobre 2013.

|  |    |
|--|----|
| <i>Préface</i> , par Pierre Leroy                                | 7  |
| Un vrai-faux souvenir  | 11 |
| Des revues aux archives  | 18 |
| Des archives dans tous leurs états                               | 28 |
| Quelques archives remarquables :<br>Althusser, Némirovsky, Duras | 31 |
| Une institutionnalisation rapide                                 | 44 |
| Un lieu pour les archives :<br>l'abbaye d'Ardenne                | 52 |
| Une institution pas comme les autres                             | 57 |
| Début d'une nouvelle ère   | 67 |

Imprimé par Corlet,  
Imprimeur, S.A.  
14110 Condé-sur-Noireau  
N° d'Imprimeur : 163483  
Dépôt légal : avril 2014

ISSN : 1771-205X



